



Imposer notre contre-récit

Aux quatre coins de la planète, les régimes d'extrême droite, populistes et autoritaires semblent avoir le vent en poupe et mènent des politiques d'affrontements et de prédation capitaliste sur fond de crise structurelle et mortifère de ce système économique à bout de souffle : guerre en Iran et au Liban, génocide en Palestine, expansion impérialiste en Ukraine... Les conséquences sont lourdes pour les peuples de ces régions, pour la planète avec les ravages écologiques des bombardements et pour l'ensemble de la population mondiale avec l'aggravation de la crise économique.

En France, le danger de l'extrême droite plane avec la présidentielle à venir.

Notre syndicalisme est déjà animé, et va l'être encore davantage pendant les prochains mois, par une tâche, à la fois surplombante tout en englobant les autres, relevant davantage du quotidien, celle de contribuer de tout son possible à endiguer la menace d'une accession de l'extrême droite au pouvoir comme à imposer la nécessité, et la crédibilité, d'alternatives sociales et écologiques. Deux objectifs, défaire la possibilité du néofascisme et rompre radicalement avec l'orientation néolibérale autoritaire d'un régime finissant aux soubresauts toujours plus violents. Deux objectifs indissociables l'un de l'autre comme l'a démontré la victoire relative du Nouveau front populaire au début de l'été 2024. Pour cela, il s'agit de continuer et renforcer notre engagement dans la bataille pour imposer un autre récit que celui dominant le paysage politico-médiatique actuel, soit l'horizon d'une victoire inéluctable de l'extrême droite qui fracturerait profondément la société, soit celui de la perpétuation d'un

néolibéralisme en marche rapide vers le mur. « *Jusqu'à quand accepter ce monde comme il ne va pas ?* » est un ressort sur lequel appuyer pour commencer à ébaucher une forme audible à large échelle de contre-projet de société.

De façon concrète, pour nourrir ce contre-récit, notre syndicalisme peut s'emparer de deux enjeux lui étant plutôt spécifiques.

Tout d'abord celui des salaires avec l'envolée de l'inflation découlant de la situation dramatique au Moyen-Orient. Au niveau de la Fonction publique, cela décuple les effets délétères du gel de la valeur du point d'indice et de l'absence de perspectives d'amélioration salariale au fil de la carrière pour les catégories C et B, avec un écrasement du A type. La nécessité d'une revalorisation immédiate du point comme des grilles indiciaires est partagée largement et devrait déboucher sur la construction d'une mobilisation unitaire en deux étapes a minima, fin juin puis un rebond de grève en septembre, inscrites d'ores et déjà dans un calendrier. Afin de dépasser la simple expression de la colère d'être sous-payé-e et asseoir ces mobilisations pour les faire perdurer, mettre en perspective la question de la répartition des richesses dans toute la société, et donc la nécessité de modifier la répartition entre capital et travail, peut être judicieux. De quoi remettre au premier plan l'urgence et le besoin de justice fiscale et sociale alors que des dividendes mirifiques ont été versés aux actionnaires en 2025 et que les profiteurs de guerre, en premier lieu les entreprises pétrolières, particulièrement les actionnaires de Total Energie, s'enrichissent éhontément. De quoi également s'emparer de la dépendance aux énergies fossiles à enrayer au plus vite et ajouter

ainsi dans le débat public le dernier membre du triptyque sur les besoins de justice : fiscale, sociale et écologique.

L'autre enjeu spécifique à notre syndicalisme est celui des services publics, profondément abîmés et rendus exsangues par des années d'austérité. La brutalité du budget de l'an dernier est encore en train de se matérialiser concrètement sur le terrain, que les premières annonces pour l'an prochain envisagent déjà un premier coup de rabot de 6 milliards. Dans l'éducation, malgré des mobilisations locales se succédant depuis le début de l'année, la prochaine rentrée se déroulera amputée de nombreux moyens. Particulièrement ciblée parmi l'ensemble des services publics, l'école subit de plein fouet l'austérité au prétexte d'une application mécanique de la baisse démographique. Poser dans le débat public la question de l'école que nous voulons pour les années à venir, une école démocratique et émancipatrice ou une école au bord de la rupture, participe de ce contre-récit à installer. L'occasion de montrer que oui, une toute autre école est possible, en en brossant quelques traits marquants tout en démontrant la crédibilité de cette perspective, sur le financement notamment. Cela doit s'accompagner de la poursuite de la campagne menée par le collectif *Pour l'école publique laïque* dénonçant la gabegie d'argent public dont dispose l'enseignement privé sous contrat et ce, dans la continuité de notre mandat fédéral de nationalisation.

Un contre-récit à alimenter et décliner pour l'ensemble des services publics, particulièrement la santé, l'enseignement supérieur, l'environnement, la culture..., et à relier aux besoins de justice sociale, fiscale et écologique.

Tout cela donnera de la chair à la campagne, essentielle pour la FSU et notre conception du syndicalisme, qui s'engage pour les élections professionnelles. Ébaucher concrètement des perspectives ambitieuses, tant pour les services publics que pour les conditions de travail des personnels, contribuera à installer une dynamique pour les faire participer massivement à cette première échéance électorale.

De façon plus large et toujours dans cette perspective de contre-récit, ici plus spécifiquement sur la seconde échéance électorale, la présidentielle, au-delà du seul champ de notre syndicalisme, il s'agira également d'œuvrer à la construction d'une forme de « front populaire » du mouvement social,

indépendant des partis -mais pas neutre- posant des jalons incontournables en faveur de véritables alternatives sociales et écologiques. Le cadre des cinq organisations syndicales s'étant déjà mobilisées ensemble pour ce même objectif en juin 2024, avec les assos écolos et citoyennes disponibles, semble tout désigné pour en être la figure de proue. Il s'agira également de rendre ce cadre incontournable en dépassant la seule addition de noms de personnalités ou de sigles d'organisations pour créer une véritable dynamique de mobilisations impliquant concrètement toute une partie de la population. Un cadre à construire qui n'exclut pas, bien au contraire, notre plein engagement dans d'autres plus spécifiques. Notamment contre l'extrême droite tel VISA ou celui en cours de construction par Attac et Copernic ou contre le racisme, alors que le rassemblement à Saint Denis du 4 avril dernier a relancé le mouvement antiraciste et qu'une marche unitaire se prépare pour le 21 juin prochain.

Ce contre-récit va de pair avec la mise en lumière des ravages quotidiens du néo-libéralisme comme de ceux causés par l'extrême droite dans les municipalités qu'elle dirige. La création d'observatoires départementaux pour documenter les conséquences de l'arrivée au pouvoir du RN pour les services publics locaux et leurs agent-es, tout en leur apportant un soutien, permettra en outre de renforcer les liens entre ces cinq organisations syndicales. Un renforcement complémentaire à celui qui s'opère dans la construction de la « maison commune du syndicalisme de transformation sociale », qui pourrait s'accélérer à l'issue du congrès de la CGT, pour laquelle nous continuons à penser qu'elle doit s'ouvrir à toutes les structures qui le veulent.

Dans cette bataille culturelle lancée contre l'extrême droite autour d'un récit à imposer dans le débat public, un collectif rassemblant plus de 1000 intellectuel·les, artistes et acteurs culturels lance un appel se concluant par « *le monde que l'extrême droite fabrique n'est pas le nôtre. Elle ne passera pas si en amont des votes, nous nous engageons à défaire ses représentations du monde. Et à inventer un nouvel imaginaire politique qui rendra les rapports sociaux égalitaires, libres, joyeux, hospitaliers* ».

Il s'agit bien de reprendre la main sur les imaginaires à construire pour un futur égalitaire, féministe, écologiste et solidaire